

Légation de Suisse
 en
 France.

Paris, le 23 novembre 1916

179

ca ✓
 In Interkulation ✓

Monsieur le Conseiller fédéral,

Mes derniers rapports vous signalaient de la fermentation dans le monde parlementaire français. Elle s'est manifestée avec une vivacité plutôt regrettable dans la séance d'avant-hier mardi après-midi. Le Gouvernement demandait l'autorisation de faire procéder aux opérations du recrutement des jeunes gens de la classe 1918, cela signifiait bien entendu, non pas l'appel sous les drapeaux de ces jeunes gens, appel qui nécessitera une loi spéciale, mais simplement leur recrutement, c'est-à-dire leur visite sanitaire et leur attribution aux différentes armes. La passion politique l'a emporté et certains adversaires du Gouvernement ont cherché à manifester, à cette occasion, leur manque de confiance.

Ces manifestations ont pris un certain caractère international, car plusieurs orateurs ont reproché au Gouvernement de ne pas faire des efforts suffisants auprès des Alliés de la France afin d'obtenir d'eux un concours plus énergique. L'un d'eux, M. Abel Ferry, ancien Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires étrangères et neveu de Jules Ferry, a donné à entendre qu'il fallait appuyer le Gouvernement dans ses efforts auprès des Alliés. Un autre a soutenu avoir "bien le droit" de dire que c'est la France qui, jusqu'ici, a supporté

Monsieur
 Monsieur HOFFMANN
 Conseiller fédéral
 Chef du Département des Affaires étrangères
BERNE



" le plus lourd poids de la guerre"; il a demandé qu'on tînt compte de l'avenir de la race, qu'au lieu d'appeler ces jeunes gens sur le front on leur donnât des emplois à l'intérieur. Un autre a demandé, *puisque'on veut faire une guerre d'usure que "l'usure fût bilatérale" et non pas seulement française. Un autre a soutenu que la France avait levé un homme sur six, alors que l'Angleterre levait seulement un homme sur dix, l'Italie un homme sur onze et la Russie un homme sur vingt; il a prétendu que la part de l'erreur était vraiment trop grande dans les deux dernières années et qu'il convenait "d'exercer sur " les Alliés une pression énergique, indispensable, afin " d'obtenir d'eux un concours suffisant pour permettre de "diminuer dans de très larges proportions l'effort militaire français... A situation égale, sacrifices égaux."* Un autre a demandé aux Alliés d'établir hautement et loyalement le bilan des efforts proportionnels qu'ils ont faits ou qu'ils font faire en face des sacrifices de la France. Un dernier a provoqué un violent tumulte en déclarant au nom d'une partie des socialistes que la classe 1918 "servira à atteindre non pas les buts de guerre " défensive de la France, mais les buts de guerre de la " Russie pour conquérir Constantinople".

Le Gouvernement a répondu qu'il ne pouvait pas donner d'explications en séance publique. La Chambre a voté l'autorisation de procéder au recrutement, mais une séance secrète aura lieu mardi prochain.

D'ici là, la fermentation continuera. Je ne crois pas que le Ministère soit actuellement menacé, mais cette fermentation est évidemment désagréable. Elle pourrait devenir dangereuse si, d'ici à huit jours, Bucarest était sérieusement menacé par les Allemands. Les jour-

naux français publient aujourd'hui les bulletins berlinois sur l'occupation de Craïowa par les troupes austro-allemandes après une avance formidable de 90 kilomètres en trois ou quatre jours.

La presse française, en dehors de l'article aimable pour nous paru dans "L'Eclair" de lundi matin, ne publie rien sur la réponse du Conseil fédéral à la note de l'Entente; c'est probablement le résultat du mot d'ordre qu'avant-hier mardi M. Cambon avait l'intention de donner aux journaux. L'auteur de l'article de "L'Eclair" est allé voir M. Cambon et vient de me rendre compte de leur conversation. M. Cambon lui aurait déclaré qu'à son avis il était de l'intérêt manifeste des Alliés, non seulement de ne pas brusquer la Suisse, mais d'être aimable envers elle; qu'on se tromperait lourdement en croyant qu'en brusquant la Suisse on la diviserait en deux camps ennemis; que le centre de gravité de la Suisse était dans la vieille Suisse, en sorte que si on l'obligeait à choisir, elle marcherait avec l'autre côté; qu'il fallait au contraire reconnaître les intentions sincèrement neutres de la Suisse et la seconder dans ses efforts pour vivre dans une mentalité neutre en facilitant sa vie politique et économique; qu'il y avait trop de jeunes gens aux Ministère des Affaires étrangères ignorants des conditions vraies de la vie suisse. M. Cambon aurait ajouté que l'Ambassadeur de France à Berne, M. Beau, partageait ces sentiments, mais était quelque peu mou, et aussi qu'il fallait bien tenir compte des Alliés de la France dont l'un ou l'autre, en matière économique, n'était pas toujours commode.

Mon interlocuteur est certain que M. Cambon lui disait le fond de sa pensée personnelle et avait sincèrement des intentions amicales envers la Suisse.

M. Cambon lui aurait dit en terminant que la réponse suisse était correcte et modérée, qu'elle était à l'étude et qu'on trouverait le moyen de reprendre la conversation dans des termes qui devraient calmer les inquiétudes en Suisse. Mon interlocuteur aurait répliqué notamment qu'en brusquant la Suisse, on ferait l'union de tout ce qui compte dans ce pays et qu'on la ferait contre les Alliés, si l'on ne savait pas apporter du doigté et surtout de la bonne volonté en facilitant à la Suisse non seulement son ravitaillement, mais sa vie commerciale et industrielle.

Le même Directeur de journal prétend que la France a fait sonder le terrain en Italie pour obtenir l'envoi de 120.000 Italiens en France. Elle s'est adressée pour cela à M. Bissolati. Celui-ci a rencontré la résistance la plus absolue de la part du Général Cadorna qui a mis le marché à la main au Gouvernement et déclaré qu'il se retirerait si la demande française était accueillie. M. Bissolati et l'Ambassadeur de France à Rome, Barrère, ont dû carguer les voiles et faire semblant qu'il y avait un malentendu. En réalité, l'Italie a demandé et probablement obtenu de ses Alliés non seulement Trieste, la Dalmatie, toute la côte d'Albanie, une bonne partie de l'Epire, mais élève des prétentions tout à fait précises sur d'importantes parties de la Grèce, sur les Iles et sur une partie de l'Asie-Mineure. Si les Alliés avaient subi la combinaison italienne consistant à placer le Duc d'Aoste à la tête de l'armée de Salonique et accepté l'envoi de très nombreux Italiens sur cette partie du front, c'était se livrer aux Italiens et subir leurs exigences en Orient. C'est ce qui a sauvé Sarrail, mais les Alliés - c'est-à-dire les Franco-Anglais - ont réellement accordé toute la rive orientale de l'Adriatique aux Italiens en abandonnant les Serbes. Or, les Russes sou-

tiennent encore les Serbes et les frictions continuent très pénibles entre les Puissances occidentales et la Russie à propos des Serbes qui entendent toujours arriver, eux, à l'Adriatique.

Il est intéressant de comparer cette version avec ce qui vous a été écrit de Rome au sujet de l'attitude de M. Bissolati.

Agréez, Monsieur le Conseiller fédéral, l'assurance de ma haute considération.

Karoly